

2 Politique

Visite du chef de l'Etat à N'Djamena /Tête à tête Idriss Déby Itno - Ali Bongo Ondimba

Solidarité au peuple tchadien, paix et sécurité au menu

J.O.

Libreville/Gabon

Le président de la République a effectué, samedi, une visite de 24 heures au Tchad. L'attaque terroriste perpétrée le 15 juin dans la capitale tchadienne, la paix et la sécurité dans la sous-région ont été au cœur de l'entretien entre les deux dirigeants.

COMME annoncé la veille, par son porte-parole, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba a effectué, samedi, une visite de 24 heures à N'Djamena au Tchad. Ce séjour du numéro un gabonais lui a permis - au cours d'un entretien en tête à tête - d'apporter à son homologue tchadien, Idriss Déby Itno, le témoignage de la solidarité du peuple gabonais à ses frères tchadiens suite aux violents attentats dont a été victime leur pays. Occasion surtout de plancher sur les divers mécanismes de lutte contre le terrorisme qui menace gravement la paix et la stabilité de la sous-région, à travers les exactions perpétrées au Tchad et au Cameroun, par le groupe islamiste nigérian, Boko Haram. Le déplacement d'Ali Bongo Ondimba intervient au lendemain de plusieurs attentats ayant fait plusieurs victimes dans la ca-



Chaudes accolades à l'arrivée entre les deux chefs d'Etat...



... qui ont ensuite suivi l'exécution des hymnes nationaux tchadien et gabonais...

pitale tchadienne. En effet, le 15 juin dernier, une attaque terroriste a causé la mort d'une trentaine de personnes et des dégâts matériels importants. Le chef de l'Etat a fait donc le déplacement de N'Djamena pour exprimer «toute la solidarité du peuple gabonais envers le peuple frère du Tchad».

En outre, à l'issue de la session spéciale du Conseil de Paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX) de février 2015 à Yaoundé, au Cameroun, le président de la République avait déjà affirmé se tenir aux côtés de ses homologues du Tchad et du Cameroun pour lutter contre la menace djihadiste. Tout comme, à cette occasion, l'actuel président en exercice de la CEEAC et ses pairs avaient annoncé le déblocage d'un fonds d'ur-



... enfin entretien en tête à tête Ali Bongo Ondimba-Idriss Déby Itno au palais présidentiel à N'Djamena.

gence de 50 milliards F CFA pour soutenir activement les efforts de Yaoundé et N'Djamena dans la lutte contre la secte islamiste, Boko Haram. Les dirigeants tchadien et gabonais ont réaffirmé la tenue d'un sommet

conjoint des Communautés économiques des États de l'Afrique centrale et de l'Ouest (Ceeac et Cedeao), au mois d'août prochain, à Malabo, en Guinée-Equatoriale. A la tête la CEEAC, la question du rétablissement de la paix et de la sécurité

est une priorité pour les pays membres de cette organisation sous-régionale. L'implication du Tchad dans la lutte contre Boko Haram, par l'envoi des troupes pour appuyer les forces nigérianes et camerounaises, n'était pas en

reste.

Si ce déplacement sur N'Djamena devait permettre à Ali Bongo Ondimba d'aborder avec son hôte les questions sur la sécurité et l'intégration dans la zone d'Afrique centrale, et l'avancement du dossier CEEAC, les deux personnalités n'auront pas manqué d'évoquer les situations conflictuelle au Soudan, et politique au Burundi. D'ailleurs dans ce pays de la zone des Grands Lacs, les efforts sont déployés par la CEEAC pour une sortie de crise devant permettre la tenue prochaine dans un climat apaisé de l'élection présidentielle. D'autres sujets d'intérêt commun ont constitué la trame de ce tête-à-tête entre les deux hommes au cours de cette brève visite du président gabonais.

La Semaine de ...

Véritable challenge !

CE ne serait pas faux de dire que la vie des partis politiques a dominé, dans une grande mesure, l'actualité politique au cours de ces sept derniers jours. Dans ce sens, la formation politique la plus "dynamique" aura été le Parti démocratique gabonais (PDG). C'est d'ailleurs pourquoi, une place de choix lui sera consacrée dans la présente chronique. Comme les fois antérieures, d'autres événements auraient bien pu mériter le même intérêt. Dans ce cadre, on citera par exemple, la remise, par la Cour des Comptes de son rapport sur l'exécution de la loi de finances 2013, au chef du gouvernement et aux présidents des deux Chambres du Parlement ; la célébration du 25e anniversaire du Rassemblement pour le Gabon (RPG) de Paul Mba Abessole, suivie de la tenue d'un Conseil national extraordinaire censé non seulement combler le vide laissé en partie par les départs de certains cadres, mais aussi titiller les instances dirigeantes du parti en vue d'une remobilisation de la base...

A tout cela, on peut ajouter la sortie du président du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) de Me Séraphin Ndaot Rembogo, par ailleurs président du Conseil national de la Démocratie (CND), dans le cadre d'une interview exclusive accordée à la Rédaction de l'Union et publiée le vendredi dernier. Deux principaux aspects ont retenu notre attention. D'abord sur le CND, puis sur le positionnement du PDS.

Sur le premier aspect, on retiendra que

l'institution présentée, jusqu'ici, par la majorité, comme le seul cadre qui vaille pour un dialogue politique, dispose désormais d'un cadre de travail, mais elle attend toujours un budget de fonctionnement. Sur un tout autre aspect, Me Ndaot rappelle aux partis de l'opposition qui boudent cette instance que : "La politique de la chaise vide a toujours été contre productive pour l'opposition". Les responsables du Front, ceux de l'UFA et les membres de la "Déclaration de Petit-Paris" apprécieront...

S'agissant du positionnement du PDS, Me Ndaot réaffirme que le PDS est dans l'opposition. Toutefois, si le pouvoir pose un acte qui converge avec les objectifs du PDS, il applaudit. Difficile à cerner ! Par ailleurs, en ce qui concerne la Présidentielle de 2016, le patron du PDS déclare : "toutes les options sont ouvertes". Ce qui n'est pas totalement différent de ce qu'avait dit, quelques semaines plus tôt, à Port-Gentil, le porte-parole du PDS ; ce dernier avait appelé, à mots couverts, à soutenir le candidat de la majorité. Cela lui a coûté son poste. Injuste ?

Du PDG maintenant

Le parti au pouvoir a été sous les feux de l'actualité tout au long de la semaine écoulée. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'il ne serait pas surprenant que cela continue...

Il y a eu d'abord la rencontre, mercredi, entre le président de la République, par ailleurs "Distingué camarade président" du Parti démocratique gabonais (PDG), et les

groupes parlementaires dudit parti. Donc les députés et sénateurs issus des rangs de cette formation politique fondée par Omar Bongo Ondimba, en mars 1968, et qui dirige le Gabon depuis sa création. Ce rendez-vous qui a eu lieu au palais de la présidence de la République, intervenait quelques jours après la sortie d'un courant au sein du PDG, dénommé "Héritage et Modernité" (H&M). Au regard du ton plutôt dur utilisé par les "frondeurs" pour dénoncer le comportement de certains "camarades" qualifiés, du reste, de "profiteo-situationnistes", on peut dire que la rencontre de mercredi dernier, intervenait dans un climat de tension ou tout au moins de suspicion. Toutefois, de ces échanges on retiendra, pour être bref, l'adresse du président Ali Bongo Ondimba. Ce dernier a rappelé aux parlementaires de son bord, qu'il attendait d'eux-tout en reconnaissant qu'il n'échangeait pas assez avec sa majorité parlementaire-plus d'initiatives sur le terrain en vue de promouvoir les résultats engrangés par la politique de l'émergence depuis près de six ans ; qu'ils le défendent face à ses détracteurs de plus en plus offensifs depuis plusieurs années, etc.

Tout le monde aura remarqué que cette rencontre n'a pas permis de ramener la sérénité dans les rangs. Certains estimant, à tort ou à raison, que le patron de leur parti a pris fait et cause pour les structures parallèles au PDG qui "le défendent sur le terrain". Cela au détriment des parlementaires regroupés au sein du courant "H&M". C'est

sans doute pour bien apprécier la situation qu'a été convoquée, vendredi dernier, la réunion du Comité permanent du Bureau politique du PDG. Au terme de plus de 4 heures de débats, il a été décidé la suspension de tous courants et autres mouvements associatifs spécifiques apparentés au PDG. Tout ceci en faveur de la redynamisation du parti lui-même selon une stratégie (et peut-être aussi un chronogramme) qui reste à mettre en place. Dans cette perspective, mission a été donnée à deux "anciens", Michel Essonghe et Paul Biyoghe Mba, dans le cadre d'un Comité technique, pour élaborer les bases d'un nouveau départ...

Au regard de l'ampleur des antagonismes entre les "frondeurs" et les responsables des structures décriées, il y a lieu de croire que ces deux dignitaires du PDG auront fort à faire pour amener les différentes tendances à travailler ensemble. C'est là un véritable challenge !

A nous de leur rappeler qu'une analyse froide de la situation, devrait les conduire à comprendre que tout ce qui arrive aujourd'hui au PDG, est la conséquence de la mauvaise gestion des congrès de mars 2010 et avril 2013. Les répercussions touchent aussi l'administration publique (mais ça, c'est un autre débat). Il leur faudra en outre convaincre les uns et les autres que "personne ne peut gagner sans les autres" et que "toute politique d'exclusion sera toujours moins efficace que le rassemblement".